

## DÉBATS DU FORUM FRANCE-ALGÉRIE

## La laïcité à l'épreuve de l'islamisme

Oui, il faut encore parler de la République, de la diversité, parler de l'Islam et de la laïcité, ou comment consolider le vivre ensemble, alors que semble enfler la querelle des identités. Parler de ces sujets, en termes d'ouverture, au moment où la classe politique, et les médias, surfent sur la vague du terrorisme. Poser le problème de la pratique, et du rôle de l'Islam en France, alors que des forces obscurantistes tuent, et que leurs commanditaires, et leurs alliés naturels battent le pavé français. L'islamophobie, telle que perçue par les musulmans de France, attachés à leur citoyenneté et à un Islam d'ouverture n'est pas la même que celle que dénoncent les médias wahhabites, et assimilés. Ceux qui crient le plus à l'islamophobie, en France, sont justement ceux qui n'éprouvent aucune inquiétude quant à leur avenir, dans la République, et la laïcité. Or, c'est précisément de cet avenir-là que l'islamisme français, sevré aux pétrodollars, veut façonner à sa guise, en instrumentalisant un Islam guerrier et conquérant, aussi audible que visible. Voilà brièvement résumées dans quelles conditions des associations, comme le Forum France-Algérie, s'emploient à consolider les acquis de la citoyenneté.

Son président, Farid Yaker, a donné jeudi dernier une voix à ces inquiétudes en faisant participer à la même rencontre-débat des intellectuels, scientifiques ou religieux, mais surtout des citoyens. Il est de tradition, désormais, que la mairie du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris accueille ce type de manifestations, qui mobilise aussi bien le Forum France-Algérie, que le maire et ses adjoints. Comme le veut la tradition aussi, c'est l'hôtesse, en l'occurrence, M<sup>me</sup> Louisa Ferhat, adjointe au maire, qui a ouvert la rencontre, et présenté les participants au public.

Cette dame, pour ceux qui ne la connaissent pas, est chargée en tant

qu'élue, de «la Diversité et de l'Intégration, Discrimination, Égalités Hommes-Femmes». Un titre un peu long, mais qui n'est pas simplement honorifique, et ne dit pas assez les charges qui en découlent, et l'énergie qu'elles exigent. Ce pourquoi, Farid Yaker a d'emblée rendu hommage aux efforts de la municipalité du 15<sup>e</sup>, ceux du maire Philippe Goujon, et surtout de son adjointe Louisa Ferhat. En présentant la thématique de la rencontre, il a mis en avant l'impératif de la liberté de conscience, de la liberté religieuse, et notamment la liberté de changer de religion, selon le principe de laïcité.

## Deux prières le vendredi, au lieu d'une

Ceci par opposition au fondamentalisme wahhabite, propagé en France par des pays comme l'Arabie Saoudite, et le Qatar, et dont les effets néfastes commencent à se révéler. Il s'agissait donc de défendre cette laïcité, de plus en plus contestée ou dévoyée, alors qu'elle est fondamentalement destinée à protéger la pluralité et la liberté des cultes, sans ingérence de l'Etat. Or, c'est tout le contraire qui a prévalu durant des siècles en France, lorsque «l'alliance de l'autel et du trône», soit l'Eglise et la monarchie, dictait sa loi, comme l'a rappelé Frédéric Mounier, journaliste à *La Croix*.

Intervenant à son tour, Zine-Elabidine Kourdi, imam de la mosquée du 15<sup>e</sup>, apparemment plus à l'aise devant un parterre de fidèles, a délivré un message de tolérance. Il a ainsi agréablement surpris l'assistance en annonçant que pour faire face à l'afflux de fidèles, pour la prière du vendredi, il organisait deux prières, l'une à 13h, l'autre à 14h. Ce qui pourrait constituer une hérésie pour la moyenne des théologiens qui commencent toujours leurs prêches par l'inévitable imprécation contre l'inno-



Ghaleb Bencheikh.

vation, et les innovateurs. Or, aux yeux de ces orthodoxes frileux, et coincés dans leurs kamis, Kourdi qui est né, et a grandi en Algérie, dans l'est du pays, s'est visiblement émancipé des canons en vigueur.

Il provoquera encore plus de réactions fulminantes chez ses collègues, imams de France, qui sont en majorité conservateurs, ou dont la voix est étouffée par les prêcheurs radicaux, toujours aussi tolérés, pour ne pas dire encouragés. Et comme il a égrené chaque passage de son intervention avec le fameux «Pas de contrainte en religion», et qu'il a couronné le tout avec «La laïcité est un bienfait», on devine ce qui l'attend. Et pour dissiper toute équivoque, il a encore asséné que «c'est à l'Islam, et aux musulmans, de s'adapter à la laïcité, et non l'inverse». Ahurissant, non ? Enfin, notre imam a d'autant plus de griefs à essuyer qu'il n'arbore pas les signes extérieurs habituels de sa profession, et les accoutrements imposés par la mode. C'est sans doute ce chapitre vestimentaire qui a mis quelque peu dans l'embaras Gwénaëlle Calves, professeure de droit public à l'université de Cergy-Pontoise, membre de l'Observatoire parisien de la laïcité. Il s'agissait d'une petite querelle sur des mots

comme le «foulard islamique», autrement dit le voile, improprement appelé aussi hidjab, que l'Occident s'acharne, autant que le Wahhabisme, à rattacher à l'Islam. Un Islam qui n'a rien à voir avec ce voile, tout comme il n'a rien à voir avec le terrorisme, comme le proclament les bien-pensants. Néanmoins, elle a affiné quelques concepts, et rétabli quelques vérités en affirmant notamment que la laïcité n'avait pas vocation à organiser le vivre ensemble, et les rapports entre les individus dans une même société. Ces règles supposent notamment que dans une société pluraliste, on n'a pas à s'enquérir de la foi du voisin ni à lui jeter sa religion au visage.

## Réquisitoire de Ghaleb Bencheikh

Invité à tirer les conclusions finales de la rencontre, Ghaleb Bencheikh, président de la Conférence mondiale des religions pour la paix, a d'entrée exprimé sa lassitude devant ces symposiums, et conférences, liant toujours l'Islam à quelque chose. «On pourrait débattre à l'infini sur l'Islam et la barbarie, l'Islam et la violence, l'Islam et la démocratie, l'Islam et l'électricité, l'Islam et la gazelle. Etc. Et voilà que nous sommes encore une fois avec "l'Islam et la laïcité", sous-entendu qu'il y a une incompatibilité irréductible entre l'Islam et la laïcité. La laïcité étant un principe de neutralité, depuis quand le neutre est incompatible ?», s'est interrogé l'islamologue. Il s'est également élevé contre cette propension à coller des épithètes à la laïcité, appelant à la rescousse les grammairiens pour qui, chaque fois qu'on ajoute un qualificatif à un substantif, on l'affaiblit. «Nous n'avons pas la prétention d'accoler à la laïcité des épithètes» ; Ghaleb Bencheikh a appelé à sortir de l'ornière dans laquelle patauge le monde musulman, en raison de la capitulation de

## De Paris, Ahmed Halli

l'esprit critique, et de l'abandon d'un humanisme arabe, dont témoignent encore des chefs-d'œuvre. «Ce sujet est totalement ignoré, oblitéré, et effacé des mémoires», de nos jours. Ce qui a pour effet de provoquer des comportements irrationnels, anachroniques, comme le fait pour certains parents d'obliger des jeunes enfants du primaire à jeûner. Sur ce problème, posé par Louisa Ferhat, Ghaleb Bencheikh a suivi la logique de son réquisitoire contre les obscurantistes qui ont pris l'Islam en otage.

Il a été sec et tranchant : «Ces parents devraient être poursuivis pour maltraitance». Quant à la question de la liberté de conscience, il a cité l'exemple de Smaïl Adham qui a publié en Egypte, dans les années trente, un essai, intitulé *Pourquoi je suis athée*. Il n'a été ni égorgé ni pendu, tout simplement un autre Egyptien a publié lui aussi un livre *Pourquoi je suis musulman*. «En ce temps-là, on débattait de cette manière, en publiant des livres, imaginez quelqu'un imitant Smaïl Adham dans des pays, comme l'Algérie aujourd'hui», a-t-il lancé. L'Algérie, il y reviendra, une fois pour déplorer la mascarade du quatrième mandat, et la construction d'une mosquée, dont le coût est évalué en milliards de dollars, et une deuxième fois à propos du voile. Il a cité, à cet égard, l'exemple de Cheikh Ben Badis qui a ouvert des écoles mixtes pour filles et garçons et qui a créé le mouvement scout au sein duquel les filles portaient la jupe. «Le seul foulard qu'elles avaient, elles le portaient autour du cou», a-t-il ajouté. «Aujourd'hui, on demande à des toutes jeunes filles de se couvrir les cheveux sous prétexte que la vision d'une seule mèche peut provoquer des fantasmes chez les garçons, c'est aberrant», a conclu Ghaleb Bencheikh.

A. H.

## SOHEIB BENCHEIKH ET L'APPEL À LA NATION DE ABDERREZAK GUESSOUM :

## «Un groupe de personnes a pris en otage l'Association des oulémas algériens»

**A travers les attaques virulentes contre Madame Benghebrit, ministre de l'Éducation nationale, c'est moins le personnage qui est ciblé que sa volonté de réforme de l'école algérienne en piteux état. Terrible challenge et immense chantier tant par ce qu'il implique comme efforts à fournir pour une école réhabilitée, performante et qui mettra fin à la médiocrité. Un gage pour l'avenir. Mais sa démarche est loin de faire l'unanimité puisque les milieux traditionalistes et islamo-conservateurs crient au scandale, voulant faire oublier que ce sont eux les fossoyeurs de cette école qu'ils prétendent défendre contre certaines dérives qu'induiroient ces réformes. Ainsi, Abderrezak Guessoum, au nom du Bureau national de l'association des oulémas s'est récemment fendu d'un texte pompeusement intitulé : «Appel à la nation» véritable marteau-pilon contre toute volonté de changement à travers deux questions hautement sensibles : la famille et le système éducatif. Il en appelle au chef de l'Etat, premier magistrat du pays, à s'impliquer avec l'arrière-pensée de lui suggérer de déjuger sa ministre de l'Éducation. Dans cet appel, Abderrezak Guessoum dit ouvertement s'opposer à la Convention CEDAW (30 articles) de l'ONU qui stipule que «le développement complet d'un pays, le bien-être du monde et la cause de la paix demandent la participation maximale des femmes à égalité avec les hommes, dans tous les domaines». L'Algérie a approuvé en janvier 1996 ladite Convention avec toutefois des réserves sur 16 de ses dispositions et notamment l'article 16 sur le mariage et les rapports familiaux. Actualité oblige, la révision du Code de la famille voit l'Association de M. Guessoum monter une fois de plus au créneau. Soheib Bencheikh, 55 ans, intellectuel et chercheur en sciences religieuses, «penseur libre», comme il aime se décrire, aujourd'hui libre de tout engagement, rencontré à Alger, se dit écœuré par cet appel et particulièrement par les déclarations du président de la «pseudo-association des oulémas» selon ses propres dires. Il a tenu à réagir à cet appel.**

Propos recueillis par  
Brahim Taouchichet

**Soheib Bencheikh : Premièrement** - Je suis triplement peiné par la confiscation du titre «Association des oulémas algériens» par un groupe de personnes qui la prennent en otage. Ainsi donc, si je ne suis pas d'accord avec ces gens-là, je deviens de facto contre Ben Badis, Bachir Ibrahim, Cheikh El Oqbi, Larbi Tebessi, voire contre mon propre père ! Cela me rappelle un groupe de personnes

qui ont créé un mouvement en s'appropriant le sigle PPA (Parti du peuple algérien) et se proclament nationalistes algériens de gauche. Les fondateurs de l'Association des oulémas algériens voulaient que l'élève algérien soit excellent, ouvert à l'universel, capable de rivaliser avec Harvard et prêcher dans les langues du monde entier.

**Deuxièmement** - Peiné parce que je connais Abderrezak Guessoum qui a travaillé avec mon père à la mosquée de Paris. Je sais qu'il a envoyé ses enfants puiser un maximum de sciences et de connaissances

de l'Occident. Et d'ailleurs, la production écrite de ses enfants est en anglais. Je fais allusion à un livre en particulier. Comment alors cette pseudo-association condamne aujourd'hui toute réforme de l'école algérienne comme si son état actuel est motif de fierté et qu'il convient donc de la garder comme telle.

**Troisièmement** - Je ne comprends pas, je suis étonné qu'il demande l'arbitrage du président de la République Bouteflika alors qu'il a été lui-même signataire de la Convention CEDAW de l'ONU qui soi-disant



Soheib Bencheikh.

est une menace pour la famille algérienne. Il fait appel aux «compétences» pour un débat sur cette Convention (ndlr, dans l'Appel : «Dans le cadre des valeurs de la famille algérienne et des constantes de l'école algérienne authentique». A mon sens, ce débat devrait revenir aux juristes imprégnés de notre algérianité avec ses dimensions arabe, musulmane, méditerranéenne et africaine. Dans une religion qui ignore la trahison, qui combat toute médiation entre la divinité et l'individu où la relation est intime, directe entre la créature et son Créateur, on ne va pas ériger une instance qui kidnappe l'Histoire de l'Algérie et qui menace toute tentative de réforme. Voilà pourquoi je vous fais part de ma peine et de mes doléances.

B. T.